



CHAPITRE 9

Loi concernant le Conseil législatif

[Sanctionnée le 18 décembre 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 6,
a. 1, remp. **1.** L'article 1 de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1964, chapitre 6) est remplacé par le suivant:

Compo-
sition de
la Législa-
ture. « **1.** La Législature du Québec se compose du lieutenant-gouverneur et de l'Assemblée nationale du Québec; elle exerce tous les pouvoirs conférés à la Législature de la province de Québec composée du lieutenant-gouverneur et de deux Chambres appelées le Conseil législatif de Québec et l'Assemblée législative de Québec. »

S.R., c. 6,
aa. 5-18,
ab. **2.** La section II de ladite loi intitulée « Du Conseil législatif » et comprenant les articles 5 à 18, est abrogée.

Id., a. 21,
remp. **3.** L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Titre des
députés. « **21.** Ces députés ont droit au titre de « Membre du Parlement du Québec » et l'usage exclusif de l'abréviation « M. P.Q. » leur est réservé. »

S.R., c. 6,
a. 23, ab. **4.** L'article 23 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 24,
mod. **5.** L'article 24 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les cinquième et sixième lignes, ce qui suit: « ; il ne peut non plus être nommé conseiller législatif ».

CHAPTER 9

An Act respecting the Legislative Council

[Assented to 18th December 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Legislature Act (Revised Statutes, 1964, chapter 6) is replaced by the following: R.S., c. 6,
s. 1,
replaced.

“**1.** The Legislature of Québec shall consist of the Lieutenant-Governor and the National Assembly of Québec; it shall exercise all the powers vested in the Legislature of the Province of Québec consisting of the Lieutenant-Governor and two Houses called the Legislative Council of Québec and the Legislative Assembly of Québec.” Composition
of the
Legisla-
ture.

2. Division II of the said act, entitled “Legislative Council” and comprising sections 5 to 18, is repealed. R.S., c. 6,
ss. 5-18,
repealed.

3. Section 21 of the said act is replaced by the following: Id., s. 21,
replaced.

“**21.** Such members shall be entitled to the title of “Member of the Parliament of Québec”, and shall have the exclusive use of the abbreviation “M.P.Q.”.” Title of
members.

4. Section 23 of the said act is repealed. R.S., c. 6,
s. 23,
repealed.

5. Section 24 of the said act is amended by striking out the following in the fifth and sixth lines: “; nor may he be appointed a legislative councillor”. Id., s. 24,
am.

S.R., c. 6,
a. 25,
mod.

6. L'article 25 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « législative ou un conseiller législatif » par le mot « nationale »;

b) en remplaçant les huitième, neuvième et dixième lignes par ce qui suit:

« député à l'Assemblée nationale et ne peut siéger ni voter en cette qualité. ».

Id., a. 39,
mod.

7. L'article 39 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les dixième et onzième lignes, les mots « ou de conseiller législatif ».

Id., a. 44,
ab.

8. L'article 44 de ladite loi est abrogé.

Id., titres
de la sec.
iv, et a. 63,
remp.

9. Le titre de la section iv et le titre du paragraphe 1 qui le suit, ainsi que l'article 63 de ladite loi, sont remplacés par ce qui suit:

« DISPOSITIONS DIVERSES

« § 1.—Des immunités et privilèges de l'Assemblée nationale

Témoins.

« **63.** L'Assemblée nationale peut assigner et contraindre toute personne à comparaître devant elle ou un de ses comités, ou à y produire toute pièce qu'elle juge nécessaire à ses actes ou délibérations. »

S.R., c. 6,
a. 64,
mod.

10. L'article 64 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots « de l'une ou de l'autre Chambre » par les mots « de l'Assemblée nationale ».

Id., a. 65,
mod.

11. L'article 65 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « de l'une ou l'autre Chambre » par les mots « de l'Assemblée nationale ».

Id., a. 66,
mod.

12. L'article 66 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1^o, les mots « d'un conseiller législatif ou »;

6. Section 25 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "Legislative Assembly or any legislative councillor," in the third and fourth lines by the words "National Assembly";

(b) by replacing the eighth, ninth and tenth lines by the following:

"to be a member of the National Assembly and may not sit or vote as such."

R.S., c. 6,
s. 25, am.

7. Section 39 of the said act is amended by striking out the words "or legislative councillor" in the ninth line.

Id., s. 39,
am.

8. Section 44 of the said act is repealed.

Id., s. 44,
repealed.

9. The title of Division iv, the title of subdivision 1 which follows it, and section 63 of the said act are replaced by the following:

Id., titles
of Div. iv,
and s. 63,
replaced.

" MISCELLANEOUS PROVISIONS

"§ 1.—Immunities and Privileges of the National Assembly

"**63.** The National Assembly may command and compel the attendance before it or before any of its committees of such persons, or the production of such papers and things as it may deem necessary for its proceedings or deliberations."

Witnesses.

10. Section 64 of the said act is amended by replacing the words "either House" in the third line by the words "the National Assembly".

R.S., c. 6,
s. 64, am.

11. Section 65 of the said act is amended by replacing the words "either House" in the second line by the words "the National Assembly".

Id., s. 65,
am.

12. Section 66 of the said act is amended:

Id., s. 66,
am.

(a) by striking out the words "legislative councillor or" in the second line of sub-paragraph 1;

b) en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 2°, les mots « un conseiller législatif ou »;

c) en retranchant, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 3°, les mots « un conseiller législatif ou »;

d) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 4°, les mots « de l'une ou l'autre Chambre » par les mots « de l'Assemblée nationale »;

e) en remplaçant les trois dernières lignes du paragraphe 5° par ce qui suit: « rendre devant l'Assemblée nationale ou l'un de ses comités; »;

f) en remplaçant le paragraphe 6° par ce qui suit:

« 6° Présenter à l'Assemblée nationale ou à l'un de ses comités, quelque document faux ou falsifié, dans le dessein de tromper; »;

g) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 7°, les mots « de l'une ou de l'autre Chambre, ou de l'un de leurs comités » par les mots « de l'Assemblée nationale ou de l'un de ses comités », et dans la cinquième ligne dudit paragraphe les mots « la Chambre » par les mots « l'Assemblée ».

S.R., c. 6,
a. 67,
mod.

13. L'article 67 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Liberté de
parole.

« **67.** Nul député n'est sujet à une action, à une arrestation ou à un emprisonnement, ou à des dommages-intérêts en raison d'une matière ou chose par lui présentée par pétition, bill, résolution, proposition ou autrement, à l'Assemblée nationale ou à un de ses comités, ou en raison de paroles par lui prononcées devant cette Assemblée ou un de ses comités. »

S.R., c. 6,
a. 68,
mod.

14. L'article 68 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots « conseiller législatif ou ».

Id., a. 69,
mod.

15. L'article 69 de ladite loi est modifié en remplaçant les six premières lignes par ce qui suit:

« **69.** Durant les périodes de temps mentionnées à l'article 68, tout député et

(b) by striking out the words "legislative councillor or" in the second and third lines of sub-paragraph 2;

(c) by striking out the words "legislative councillor or" in the first and second lines of sub-paragraph 3;

(d) by replacing the words "either House" in the second line of sub-paragraph 4 by the words "the National Assembly";

(e) by replacing the last two lines of sub-paragraph 5 by the words "be given by him before the National Assembly or any committee thereof";

(f) by replacing sub-paragraph 6 by the following:

"(6) Presenting to the National Assembly or to any committee thereof any forged or falsified document, with intent to deceive;"

(g) by replacing the words "of either House, or of any committee thereof" in the second and third lines of sub-paragraph 7 by the words "of the National Assembly or of any committee thereof", and the word "House" in the sixth line of the said sub-paragraph by the word "Assembly".

13. Section 67 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

R.S., c. 6,
s. 67, am.

« **67.** No member shall be liable to any action, arrest, imprisonment or damages by reason of any matter or thing brought by him by petition, bill, resolution, motion or otherwise, before the National Assembly or any committee thereof, or by reason of anything said by him before such Assembly or any committee thereof".

Freedom
of speech.

14. Section 68 of the said act is amended by striking out the words "legislative councillor or" in the second and third lines.

R.S., c. 6,
s. 68, am.

15. Section 69 of the said act is amended by replacing the first seven lines by the following:

Id., s. 69,
am.

« **69.** During the periods of time mentioned in section 68, every member

tout officier et employé de l'Assemblée nationale et tout témoin assigné à comparaître devant elle ou un de ses comités, ».

and every officer and employee of the National Assembly, and every witness summoned to attend before the Assembly or any committee thereof, shall be exempt".

S.R., c. 6.
a. 70,
mod. **16.** L'article 70 de ladite loi est modifié en remplaçant les cinquième et sixième lignes par ce qui suit: « qui est déterminée par l'Assemblée nationale. ».

16. Section 70 of the said act is <sup>R.S., c. 6,
s. 70, am.</sup> amended by replacing the fifth and sixth lines by the following: "by the National Assembly."

Id., a. 71,
mod. **17.** L'article 71 de ladite loi est modifié en remplaçant les trois dernières lignes du premier alinéa et les deux premières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit: « part de l'Assemblée nationale, de la manière et en la forme qu'elle juge à propos.

17. Section 71 of the said act is <sup>Id., s. 71,
am.</sup> amended by replacing the last five lines of the first paragraph and the first two lines of the second paragraph by the following: "of this subdivision may be summarily inquired into by the National Assembly in such manner and form as it deems proper.

Pour les fins du présent paragraphe, l'Assemblée nationale est investie de ».

For the purposes of this subdivision, the National Assembly shall be vested with all the".

Id., a. 72,
mod. **18.** L'article 72 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du premier alinéa, les mots « de l'une ou de l'autre Chambre » par les mots « de l'Assemblée nationale ».

18. Section 72 of the said act is <sup>Id., s. 72,
am.</sup> amended by replacing the words "either House" in the fourth line by the words "the National Assembly".

Id., a. 74,
mod. **19.** L'article 74 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots « de l'une ou de l'autre Chambre » par les mots « de l'Assemblée nationale ».

19. Section 74 of the said act is <sup>Id., s. 74,
am.</sup> amended by replacing the words "either House" in the second line by the words "the National Assembly".

Id., a. 75,
mod. **20.** L'article 75 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 14-15 Elizabeth II, chapitre 4, est de nouveau modifié en remplaçant tout ce qui suit la huitième ligne, par ce qui suit: « sont attachés n'est éligible comme député à l'Assemblée nationale et ne peut siéger ou voter en cette qualité, pendant qu'il occupe cette charge, cet office ou cet emploi. ».

20. Section 75 of the said act, amended by section 1 of the act 14-15 Elizabeth II, chapter 4, is again amended by replacing everything after the seventh line by the following: "the Province, is attached, shall be eligible as a member of the National Assembly or may sit or vote as such while holding such office, commission or employment.".

Id., a. 76,
mod. **21.** L'article 76 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 15, est de nouveau modifié:

21. Section 76 of the said act, amended by section 2 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 15, is again amended:

a) en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

(a) by replacing subsection 3 by the following:

Idem. « 3. Les indemnités et allocations, de quelque nature qu'elles soient, payées en vertu de la présente loi au président et au vice-président de l'Assemblée na-

(3) The indemnities and allowances, of any nature whatsoever, paid under this act to the President and Vice-President of the National Assembly, to the members

tionale, aux membres de l'Assemblée nationale, au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition à l'Assemblée nationale et aux députés qui occupent les postes reconnus de whip en chef du gouvernement et de whip en chef de l'opposition dans l'Assemblée nationale, ne sont pas des causes d'inhabilité au sens de l'article 75. »;

b) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 5, les mots « à la nomination d'une personne comme conseiller législatif ni à son élection » par les mots « à l'élection d'une personne ».

S.R., c. 6,
a. 77,
mod.

22. L'article 77 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 14-15 Elizabeth II, chapitre 4, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 1 par ce qui suit:

Inhabilité
des fonc-
tionnaires
fédéraux.

« **77.** 1. Sous réserve du paragraphe 2, nul s'il accepte ou occupe une charge, un office ou un emploi permanent sous le gouvernement du Canada, auquel un traitement ou un salaire annuel ou des honoraires, allocations, émoluments ou profits d'un genre quelconque, tenant lieu de traitement ou salaire annuel venant du Canada, sont attachés, n'est éligible comme député à l'Assemblée nationale et ne peut siéger ni voter en cette qualité, pendant qu'il occupe cette charge, cet office ou cet emploi. »

S.R., c. 6,
a. 78,
mod.

23. L'article 78 de ladite loi est modifié en remplaçant les six dernières lignes par ce qui suit: « peut être élu comme député à l'Assemblée nationale et ne peut siéger en cette qualité pendant qu'il occupe cette charge, cet office ou cet emploi ou qu'il reçoit cette pension. ».

Id., a. 79,
mod.

24. L'article 79 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les douzième, treizième et quatorzième lignes du paragraphe 1, les mots « ne peut être nommé conseiller législatif, ou être élu député, ni siéger ou voter en l'une ou l'autre qualité » par ce qui suit: « ne peut être élu député, ni siéger ou voter en cette qualité »;

of the National Assembly, to the member occupying the recognized position of Leader of the Opposition in the National Assembly and to the members occupying the recognized positions of Chief Government Whip and Chief Opposition Whip in the National Assembly, shall not be a cause for disqualification within the meaning of section 75.”;

(b) by striking out the words “for appointment as a legislative councillor or” in the third and fourth lines of subsection 5.

22. Section 77 of the said act, amended by section 2 of the act 14-15 Elizabeth II, chapter 4, is again amended by replacing subsection 1 by the following:

R.S., c. 6,
s. 77, am.

“**77.** (1) Subject to subsection 2, no person accepting or holding any permanent office, commission or employment under the Government of Canada to which an annual salary, or any fee, allowance, emolument or profit of any kind in lieu of an annual salary, coming from Canada, is attached, shall be eligible as a member of the National Assembly, or may sit or vote as such, while holding such office, commission or employment.”

Ineligi-
bility of
federal
office-
holders,
etc.

23. Section 78 of the said act is amended by replacing the last six lines by the following: “shall be eligible as a member of the National Assembly or may sit or vote as such, while holding such office, commission or employment, or receiving such pension.”.

R.S., c. 6,
s. 78, am.

24. Section 79 of the said act is amended:

Id., s. 79,
am.

(a) by replacing the words “may be appointed a legislative councillor, or be eligible as a member of the Legislative Assembly, or, in either case,” in the twelfth, thirteenth, fourteenth and fifteenth lines of subsection 1 by the words “shall be eligible as a member of the National Assembly, or”;

b) en retranchant, dans la troisième ligne du paragraphe 2, les mots « conseiller législatif ou ».

(*b*) by striking out the words “legislative councillor or” in the third and fourth lines of subsection 2.

S.R., c. 6, a. 80, mod. **25.** L'article 80 de ladite loi est modifié:

25. Section 80 of the said act is amended: R.S., c. 6, s. 80, am.

a) en retranchant, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots « à un conseiller législatif ou »;

(*a*) by striking out the words “legislative councillor or to a” in the fourth and fifth lines of the first paragraph;

b) en retranchant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, les mots « , comme conseiller législatif ou ».

(*b*) by striking out the words “legislative councillor or as a” in the fifth line of the second paragraph.

Id., aa. 84, 85, ab. **26.** Les articles 84 et 85 de ladite loi sont abrogés.

26. Sections 84 and 85 of the said act are repealed. Id., ss. 84, 85, repealed.

Id., a. 86, mod. **27.** L'article 86 de ladite loi est modifié:

27. Section 86 of the said act is amended: Id., s. 86, am.

a) en retranchant, dans les première et deuxième lignes, les mots « à un conseiller législatif ou »;

(*a*) by striking out the words “legislative councillor or a” in the first and second lines;

b) en remplaçant, dans la huitième ligne, les mots « l'une ou l'autre Chambre, » par les mots « l'Assemblée nationale ».

(*b*) by replacing the words “either House” in the eighth line by the words “the National Assembly”.

Id., a. 87, remp. **28.** L'article 87 de ladite loi est remplacé par le suivant:

28. Section 87 of the said act is replaced by the following: Id., s. 87, repealed.

Associé d'un député. « **87.** Il est interdit à quiconque exerce sa profession avec un député de donner ou signer de son nom un avis concernant un projet de loi, de comparaître pour y plaider devant un des comités de l'Assemblée nationale, d'être agent parlementaire, ou d'appuyer ou de repousser de quelque manière que ce soit devant un des comités de l'Assemblée nationale un projet de loi, une résolution, une pétition ou une matière quelconque soumis à la considération d'un tel comité. »

“**87.** It is forbidden for any one who, in the practice of his profession, is the partner of a member of the National Assembly, to give or sign his name to any notice respecting a bill, or to appear for the purpose of making an argument before one of the committees of the National Assembly, or to be a parliamentary agent, or to uphold or oppose in any manner whatsoever before one of the committees of the National Assembly, a bill, resolution, petition or any other matter whatsoever submitted for the consideration of such committee.” Partner of member.

S.R., c. 6, a. 89, ab. **29.** L'article 89 de ladite loi est abrogé.

29. Section 89 of the said act is repealed. R.S., c. 6, s. 89, replaced.

Id., a. 90, remp. **30.** L'article 90 de ladite loi est remplacé par le suivant:

30. Section 90 of the said act is replaced by the following: Id., s. 90, repealed.

Enquête. « **90.** L'infraction prévue par l'article 86 doit être établie devant l'Assemblée nationale ou devant l'un de ses comités, et si l'enquête a lieu devant un comité,

“**90.** Any infringement of the provisions of section 86 must be established before the National Assembly or before any of its committees, and, if the investigation.” Investi-

son rapport est soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale. »

ation have been held before a committee, its report shall be subject to the approval of the National Assembly."

S.R., c. 6, a. 91, mod. **31.** L'article 91 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes, les mots « du Conseil législatif ou ».

31. Section 91 of the said act is amended by striking out the words "of the Legislative Council or" in the first and second lines. R.S., c. 6, s. 91, am.

Id., a. 92, remp. **32.** L'article 92 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, est de nouveau remplacé par le suivant:

32. Section 92 of the said act, replaced by section 3 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, is again replaced by the following: Id., s. 92, replaced.

Indemnités pour session. **« 92.** Pour les sessions de chaque Législature, il est versé à chaque député une indemnité de session au taux de douze mille dollars par année ».

« 92. For the sessions of each Legislature, there shall be payable to each member a sessional indemnity at the rate of twelve thousand dollars per annum." Sessional indemnity.

S.R., c. 6, a. 93, mod. **33.** L'article 93 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, est modifié en retranchant, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots « une personne est réputée devenue conseiller législatif le jour où elle est appelée au Conseil législatif et ».

33. Section 93 of the said act, replaced by section 3 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, is amended by striking out the words "a person shall be deemed to have become a legislative councillor on the day when he is summoned to the Legislative Council, and" in the second, third, fourth and fifth lines. R.S., c. 6, s. 93, am.

Id., a. 95, mod. **34.** L'article 95 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, est de nouveau modifié:

34. Section 95 of the said act, amended by section 4 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, is again amended: Id., s. 95, am.

- a) en retranchant le premier alinéa;
- b) en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

- (a) by striking out the first paragraph;
- (b) by replacing the third paragraph by the following:

Restriction. **« Mais, dans le cas d'un député élu après le commencement d'une session, nul jour de session antérieur à son élection n'est compté comme jour d'absence. »**

« But in the case of a member elected after the commencement of a session, no day of sitting previous to his election shall be reckoned as a day of absence. » Restriction.

S.R., c. 6, a. 97, ab. **35.** L'article 97 de ladite loi modifié par l'article 6 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, est abrogé.

35. Section 97 of the said act, amended by section 6 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, is repealed. R.S., c. 6, s. 97, repealed.

Id., a. 99, mod. **36.** L'article 99 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, est de nouveau modifié:

36. Section 99 of the said act, amended by section 8 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, is again amended: Id., s. 99, am.

- a) en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots « à chaque conseiller législatif une allocation de deux mille dollars et »;

- (a) by striking out the words "to each legislative councillor an allowance of two thousand dollars, and" in the second and third lines;

- b) en retranchant, à la fin, le mot « respective ».

- (b) by striking out the word "respective" in the seventh line.

S.R., c. 6,
a. 100,
remp.

37. L'article 100 de ladite loi, modifié par l'article 9 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, est remplacé par le suivant:

Borde-
reau.

« **100.** À chaque session de la Législature, chaque député doit fournir au comptable de l'Assemblée nationale, à la fin de chaque mois et à la fin de la session, un état signé de sa main indiquant le nombre de jours qu'il a été présent au cours du mois ou de la session, selon le cas, et, si l'état comprend des jours où le député a été absent pour cause de maladie ou d'une activité officielle, l'état doit mentionner le fait et spécifier que son absence était due à telle cause et était inévitable.

Remise.

Une fois l'état certifié par le comptable de l'Assemblée nationale et attesté sous serment par le député devant ledit comptable, ou devant toute autre personne autorisée à recevoir les serments, les indemnités et allocations législatives sont payées par le ministre des finances. Néanmoins le ministre des finances devra de temps à autre remettre au comptable de l'Assemblée nationale, les sommes nécessaires pour payer incontinent les indemnités et les allocations dues aux membres de l'Assemblée. »

S.R., c. 6,
a. 101,
mod.

38. L'article 101 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 15, est de nouveau modifié en retranchant, dans la neuvième ligne, les nombres « 13, » et « 97, ».

Id., a. 102,
remp.

39. L'article 102 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11 et par l'article 7 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 15, est remplacé par le suivant:

Interpré-
tation:

« **102.** Pour les fins du paragraphe 5, à moins que le contexte n'indique un sens différent:

« député »;

a) « député » signifie une personne qui était membre de l'Assemblée législative le 1er janvier 1958 ou qui l'est devenu après cette date;

« indemnité ».

b) « indemnité » désigne l'indemnité payable aux députés pour les sessions de la Législature, mais ne comprend pas les sommes accordées à titre de frais de re-

37. Section 100 of the said act, amended by section 9 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, is replaced by the following:

R.S., c. 6,
s. 100,
replaced.

« **100.** For each session of the Legislature, at the end of each month and at the end of the session, each member shall furnish the accountant of the National Assembly with a statement, signed by him, of the number of days' attendance during the month or session, as the case may be, and if the statement includes days on which the member has failed to attend by reason of illness or official activity, the statement must set forth that fact, and that his absence was due to such cause and was unavoidable.

State-
ment of
atten-
dance.

Upon the said statement being certified by the accountant of the National Assembly and sworn to by the member before the said accountant, or before any person authorized to take affidavits, the sessional indemnities and allowances shall be paid by the Minister of Finance. Nevertheless, the Minister of Finance shall from time to time remit to the accountant of the National Assembly the sums necessary to pay forthwith the indemnities and allowances due to the members of the Assembly."

Payment.

38. Section 101 of the said act, amended by section 6 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 15, is again amended by striking out the numbers "13," and "97," in the ninth line.

R.S., c. 6,
s. 101, am.

39. Section 102 of the said act, amended by section 10 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, and by section 7 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 15, is replaced by the following:

Id., s. 102,
replaced.

« **102.** For the purposes of subdivision 5, unless the context indicates a different meaning:

Interpre-
tation:

(a) "member" means a person who was a member of the Legislative Assembly on the 1st of January 1958 or who became a member thereof after that date;

"mem-
ber";

(b) "indemnity" means the indemnity payable to members for the sessions of the Legislature, but does not include the sums granted as entertainment expenses,

"indem-
nity".

présentation, d'allocation de logement, de frais de déplacement, de dépenses de bureau ou de déboursés inhérents aux fonctions de député.

« indemnité » en certains cas.

Dans le cas des membres du Conseil exécutif, du président et du vice-président de l'Assemblée nationale, du chef de l'opposition, des adjoints parlementaires, du whip en chef du gouvernement et du whip en chef de l'opposition à l'Assemblée nationale; le mot « indemnité » comprend aussi, si le titulaire de la fonction en exprime le désir par avis adressé au ministre des finances, l'indemnité supplémentaire qu'il reçoit à ce titre particulier, ou une partie de cette indemnité, pour une période spécifiée ou pour un temps indéterminé, à compter de la session indiquée audit avis. Il peut en tout temps par la suite, au moyen d'un semblable avis, renoncer pour l'avenir à l'addition de cette indemnité supplémentaire à celle qu'il reçoit comme député, pour fin de calcul de ses contributions. »

lodging allowance, travelling expenses, office expenses or disbursements attached to the functions of a member.

In the case of the members of the Executive Council, the President and Vice-President of the National Assembly, the Leader of the Opposition, the parliamentary assistants, the Chief Government Whip and the Chief Opposition Whip of the National Assembly, the word "indemnity" also includes, if the holder of the office indicates that he so desires by notice to the Minister of Finance, the supplementary indemnity which he receives by virtue of such indemnity, or a part of such indemnity, for a specified or indeterminate period, from and after the session mentioned in the said notice. He may at any subsequent time, by a similar notice, renounce for the future the addition of such supplementary indemnity to that which he receives as a member, for the purpose of computing his contributions."

"indemnity" in certain cases.

S.R., c. 6, a. 103, mod.

40. L'article 103 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Avis de refus.

« Ce système de pension ne s'applique pas à un député qui donne au ministre des finances avis de son intention de ne pas participer au plan de pension. Cet avis peut être donné par un député en tout temps après son assermentation comme tel. »

40. Section 103 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

R.S., c. 6, s. 103, am.

"Such system of pensions shall not apply to a member who notifies the Minister of Finance that he does not propose to take part in the pension plan. This notice may be given by a member at any time after his being sworn as such."

Notice of refusal.

S.R., c. 6, a. 104, mod.

41. L'article 104 de ladite loi, modifié par l'article 11 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, est de nouveau modifié:

a) en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1, les mots « chaque conseiller législatif et » et dans la cinquième ligne du même paragraphe le mot « respective »;

b) en retranchant, dans la première ligne du paragraphe 2, les mots « le conseiller législatif ou ».

41. Section 104 of the said act, amended by section 11 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, is again amended:

R.S., c. 6, s. 104, am.

(a) by striking out the words "each legislative councillor and" in the third line and the word "respective" in the fifth line of subsection 1;

(b) by striking out the words "legislative councillor or" in the first line of subsection 2.

Id., a. 106, mod.

42. L'article 106 de ladite loi, modifié par l'article 12 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, et l'article 1 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 10, est de nouveau modifié:

a) en retranchant le paragraphe a;

42. Section 106 of the said act, amended by section 12 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, and by section 1 of the act 17 Elizabeth II, chapter 10, is again amended:

Id., s. 106, am.

(a) by striking out sub-paragraph a;

b) en retranchant, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, les mots « du conseiller législatif ou ».

(b) by striking out the words "legislative councillor or" in the second line of the second paragraph.

S.R., c. 6,
a. 107,
remp.

43. L'article 107 de ladite loi, modifié par l'article 13 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, est remplacé par le suivant :

43. Section 107 of the said act, amended by section 13 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, is replaced by the following: R.S., c. 6,
s. 107,
replaced.

Maxi-
mum.

« **107.** Aucune pension ne doit excéder annuellement le montant de l'indemnité, sans déduction pour cause d'absence, payable aux députés pour la dernière session de plus de trente jours ou la dernière année précédant la mise à la retraite du bénéficiaire, y compris, le cas échéant, l'indemnité supplémentaire visée au paragraphe b de l'article 102, et dès que le montant total de ses contributions est suffisant pour lui donner droit au maximum de pension prévu par le présent article, le député cesse d'en fournir.

« **107.** No pension shall exceed annually the amount of the indemnity, without deduction by reason of absence, payable to members for the last session of more than thirty days or the last year preceding the retirement of the beneficiary including any supplementary indemnity contemplated in paragraph b of section 102, and when the total amount of his contributions is sufficient to entitle him to the maximum pension provided for by this section, the member shall cease to contribute. Maxi-
mum.

Cas
spéciaux.

Dans le cas d'un député qui a cessé de remplir l'une des fonctions énumérées au paragraphe b de l'article 102, l'indemnité supplémentaire prévue au présent article est le montant annuel de l'indemnité la plus élevée qu'il a reçue comme titulaire de sa fonction en n'importe quel temps ou au cours de n'importe quelle session auparavant. »

In the case of a member who has ceased to hold one of the offices listed in paragraph b of section 102, the supplementary indemnity contemplated in this section shall be the annual amount of the highest indemnity received by him, as the holder of his office, at any time or during the course of any former session. Special
case.

S.R., c. 6,
a. 109,
mod.

44. L'article 109 de ladite loi, modifié par l'article 14 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 11, et l'article 2 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 10, est de nouveau modifié en retranchant le premier alinéa.

44. Section 109 of the said act, amended by section 14 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 11, and by section 2 of the act 17 Elizabeth II, chapter 10, is again amended by striking out the first paragraph. R.S., c. 6,
s. 109, am.

Id., a.
110, mod.

45. L'article 110 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant les trois premières lignes du paragraphe 1 par ce qui suit :

« **110.** 1. Un député qui a » ;

b) en remplaçant la première ligne du paragraphe 2 par ce qui suit :

« 2. Un député ».

45. Section 110 of the said act is amended: Id., s. 110,
am.

(a) by striking out the words "legislative councillor whose expulsion has been ordered by the Legislative Council under section 89, or a" in the first, second and third lines of subsection 1;

(b) by replacing the first line of subsection 2 by the following:

"2. A member".

Id., a.
111, mod.

46. L'article 111 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

46. Section 111 of the said act is amended: Id., s. 111,
am.

(a) by replacing the first paragraph by the following:

Rachat
d'années.

« **111.** Toute personne qui a cessé d'être membre de l'Assemblée nationale et qui est par la suite élue député a droit de racheter et de faire compter pour fins de pension, en totalité ou en partie, les années pendant lesquelles elle a été membre de l'Assemblée nationale, en donnant un avis à cet effet au ministre des finances et en versant au fonds consolidé du revenu un montant égal aux contributions qu'elle aurait dû fournir pour ces années. »;

b) en retranchant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du troisième alinéa, les mots « a été nommée membre du Conseil législatif ou qu'elle ».

S.R., c. 6,
a. 112,
remp.

47. L'article 112 de ladite loi modifié par l'article 3 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 10, est remplacé par le suivant:

Pensions
suspens-
dus.

« **112.** Le versement d'une pension cesse pendant que le bénéficiaire, le cas échéant, exerce de nouveau le mandat de député. »

S.R., c. 6,
a. 113, ab.

48. L'article 113 de ladite loi est abrogé.

Id., a.
114, mod.

49. L'article 114 de ladite loi est modifié en remplaçant les quatre premières lignes par ce qui suit:

« **114.** Lorsqu'une pension devient payable à un député ou à sa veuve avant que ce député ait ».

Id., a.
115, mod.

50. L'article 115 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant les quatre premières lignes du paragraphe a par ce qui suit:

« a) la veuve du bénéficiaire d'une pension de député ou d'une personne ayant droit à cette pension mais décédée avant »;

b) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe b, les mots « de l'une ou de l'autre Chambre » par les mots « de l'Assemblée nationale ».

Id., ss.
118-124,
ab.

51. Le paragraphe 6 de ladite loi, comprenant les articles 118 à 124, est abrogé.

« **111.** Every person who has ceased to be a member of the National Assembly and who is subsequently elected a member shall be entitled to redeem and have counted for pension purposes, in whole or in part, the years during which he was a member of the National Assembly, on giving notice to that effect to the Minister of Finance and paying into the consolidated revenue fund an amount equal to the contributions that he would have had to provide during such years. »;

(b) by striking out the words "appointed a member of the Legislative Council or" in the fourth and fifth lines of the third paragraph.

Redemp-
tion of
previous
years.

47. Section 112 of the said act, amended by section 3 of the act 17 Elizabeth II, chapter 10, is replaced by the following:

R.S., c. 6,
s. 112,
replaced.

« **112.** The payment of a pension shall cease while and whenever the beneficiary again holds a mandate as a member. »

Pension
suspens-
ded.

48. Section 113 of the said act is repealed.

R.S., c. 6,
s. 113,
repealed.

49. Section 114 of the said act is amended by replacing the words "to a legislative councillor or member, or to the widow of either, before such councillor or" in the second, third and fourth lines by the words "to a member or his widow before such".

Id., s. 114,
am.

50. Section 115 of the said act is amended:

Id., s. 115,
am.

(a) by replacing the first four lines of paragraph a by the following:

"(a) the widow of the beneficiary of a member's pension or of a person entitled to such pension but deceased before having";

(b) by replacing the words "either House" in the second line of paragraph b by the words "the National Assembly".

51. Subdivision 6 of the said act, comprising sections 118 to 124, is repealed.

Id., ss.
118-124,
repealed.

S.R., c. 6,
a. 125,
mod.

52. L'article 125 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots « du Conseil législatif et ».

52. Section 125 of the said act is amended by striking out the words "Legislative Council and the" in the third and fourth lines. R.S., c. 6,
s. 125, am.

Id., a.
127, mod.

53. L'article 127 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « le Conseil législatif et ».

53. Section 127 of the said act is amended by striking out the words "the Legislative Council and" in the third and fourth lines. Id., s. 127,
am.

Id., aa.
128, 129,
130, remp.

54. Les articles 128, 129 et 130 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

54. Sections 128, 129 and 130 of the said act are replaced by the following: Id., ss.
128, 129,
130, re-
placed.

Propriété
des livres,
etc.

« **128.** Les livres, peintures à l'huile, statues, cartes et autres articles qui sont en la possession de l'Assemblée nationale appartiennent à Sa Majesté pour l'usage de la Législature et sont conservés dans des appartements convenables des édifices législatifs spécialement affectés à cet objet. »

« **128.** The books, oil paintings, statues, maps and other articles in the possession of the National Assembly shall belong to Her Majesty, for the use of the Legislature, and shall be kept in suitable rooms set apart for that purpose in the legislative buildings. Owner-
ship of
books,
etc. »

Contrôle
de la
biblio-
thèque.

« **129.** La direction et le contrôle de la bibliothèque de la Législature ainsi que des officiers et employés y attachés sont confiés au président de l'Assemblée nationale lequel est assisté, pendant chaque session, par un comité de l'Assemblée. »

« **129.** The management and control of the library of the Legislature, as well as of the officers and employees attached thereto, shall be vested in the President of the National Assembly, who shall, during each session, be assisted by a committee of the Assembly. Control of
library. »

Règle-
ments.

« **130.** Le président de l'Assemblée nationale assisté par le comité a le pouvoir de faire, pour la régie de la bibliothèque et l'application régulière des sommes d'argent votées par la Législature pour l'achat de livres, peintures à l'huile, statues, cartes et autres articles, les règlements qu'il juge à propos, lesquels sont soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale. »

« **130.** The President of the National Assembly, assisted by the committee, may make and establish, subject to the approval of the National Assembly, such rules and regulations as they think proper, for the management of the library and the proper application of the sums of money voted by the Legislature for the purchase of books, oil paintings, statues, maps and other articles. Rules. »

S.R., c. 6,
a. 132,
mod.

55. L'article 132 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « Les orateurs des deux chambres ont » par ce qui suit: « Le président de l'Assemblée nationale a ».

55. Section 132 of the said act is amended by replacing the words "Speakers of the two Houses", in the first line, by the words "President of the National Assembly". R.S., c. 6,
s. 132, am.

S.R., c. 1,
a. 2, remp.

56. L'article 2 de la Loi d'interprétation (Statuts refondus, 1964, chapitre 1) modifié par l'article 1 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 8, est remplacé par le suivant:

56. Section 2 of the Interpretation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 1), amended by section 1 of the act 17 Elizabeth II, chapter 8, is replaced by the following: R.S., c. 1,
s. 2,
replaced.

Formule
du décret.

« 2. La formule destinée à indiquer l'autorité en vertu de laquelle un projet de loi a été sanctionné est la suivante:

« Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit: ».

“2. The following form shall be used to indicate the authority under which any bill is assented to: Enacting clause.

“Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:”.

S.R., c. 1,
a. 4, mod.

57. L'article 4 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, les mots « du Conseil législatif » par les mots « de l'Assemblée nationale ».

57. Section 4 of the said act is amended by replacing the words “Legislative Council” in the first and second lines of the first paragraph by the words “National Assembly”. R.S., c. 1,
s. 4, am.

Id., a. 6,
mod.

58. L'article 6 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots « aux deux Chambres de la Législature » par les mots « à l'Assemblée nationale ».

58. Section 6 of the said act is amended by replacing the words “two Houses of the Legislature” in the fourth and fifth lines by the words “National Assembly”. Id., s. 6,
am.

Id., a. 20,
remp.

59. L'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 8, est remplacé par le suivant:

59. Section 20 of the said act, amended by section 4 of the act 17 Elizabeth II, chapter 8, is replaced by the following: Id., s. 20,
replaced.

Distribu-
tion aux
députés.

« 20. L'Assemblée nationale peut, par résolution, régler la distribution des exemplaires du recueil annuel des lois à ses membres et, à défaut d'une telle résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil passe un arrêté à cet effet. »

“20. The National Assembly, by resolution, may regulate the distribution of the printed copies of the annual compilation of the statutes to its members and, failing such resolution, the Lieutenant-Governor in Council shall pass an order for that purpose.” Distribution to members.

S.R., c. 1,
a. 23,
mod.

60. L'article 23 de ladite loi, remplacé par l'article 6 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 8, est modifié en retranchant, dans la sixième ligne, le mot « conjointes ».

60. Section 23 of the said act, replaced by section 6 of the act 17 Elizabeth II, chapter 8, is amended by striking out the word “joint” in the sixth line. R.S., c. 1,
s. 23, am.

Id., a. 24,
mod.

61. L'article 24 de ladite loi, modifié par l'article 7 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 8, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les trois dernières lignes, les mots « du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative, sur ordre de leur orateur respectif » par les mots « de l'Assemblée nationale, sur ordre de son président ».

61. Section 24 of the said act, amended by section 7 of the act 17 Elizabeth II, chapter 8, is again amended by replacing the last three lines by the words “National Assembly, upon the order of the President thereof.”. Id., s. 24,
am.

Id., a. 26,
mod.

62. L'article 26 de ladite loi, remplacé par l'article 8 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 8, est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots « chacune des Chambres de la Législature » par les mots « l'Assemblée nationale ».

62. Section 26 of the said act, replaced by section 8 of the act 17 Elizabeth II, chapter 8, is amended by replacing the words “each House of the Legislature” in the second and third lines by the words “the National Assembly”. Id., s. 26,
am.

- S.R., c. 1,
a. 28,
mod. **63.** L'article 28 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots « du Conseil législatif » par les mots « de l'Assemblée nationale ».
- Id., a. 29,
mod. **64.** L'article 29 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « du Conseil législatif » par les mots « de l'Assemblée nationale ».
- S.R., c. 5,
a. 1, mod. **65.** L'article 1 de la Loi de la division territoriale (Statuts refondus, 1964, chapitre 5), modifié par l'article 1 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 10, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe 2°.
- Id., a. 9,
ab. **66.** Le paragraphe 3 de ladite loi, comprenant l'article 9, modifié par les articles 44 à 52 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 10, est abrogé.
- S.R., c. 9,
a. 8, mod. **67.** L'article 8 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9) est modifié en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes du paragraphe 1, les mots « de l'une ou de l'autre des deux Chambres » par les mots « de l'Assemblée nationale ».
- Id., a. 10,
mod. **68.** L'article 10 de ladite loi est modifié en remplaçant les cinquième, sixième, septième et huitième lignes, par ce qui suit: « du Québec et ne peut être élue comme député à l'Assemblée nationale et ne peut siéger en cette qualité; ».
- S.R., c. 14,
a. 1, mod. **69.** L'article 1 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), est modifié en remplaçant les quatre premières lignes du paragraphe 2° par ce qui suit:
« 2° Au secrétaire ainsi qu'aux fonctionnaires, commis et messagers permanents de l'Assemblée nationale, au greffier de la couronne en ».
- Id., a. 9,
mod. **70.** L'article 9 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots « des deux Chambres » par les mots « de l'Assemblée nationale ».
- 63.** Section 28 of the said act is amended by replacing the words "Legislative Council" in the fifth line by the words "National Assembly".
- 64.** Section 29 of the said act is amended by replacing the words "Legislative Council" in the fourth line by the words "National Assembly".
- 65.** Section 1 of the Territorial Division Act (Revised Statutes, 1964, chapter 5), amended by section 1 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 10, is again amended by striking out paragraph 2.
- 66.** Subdivision 3 of the said act, comprising section 9 and amended by sections 44 to 52 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 10, is repealed.
- 67.** Section 8 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9) is amended by replacing the words "either House" in the last line of subsection 1 by the words "the National Assembly".
- 68.** Section 10 of the said act is amended by replacing the latter part of the first sentence, commencing with the words "the Province" in the fifth line, by the following: "the Province of Québec and from being elected a member of the National Assembly and from sitting in that capacity".
- 69.** Section 1 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14) is amended by replacing the first four lines of paragraph 2 by the following:
"(2) To the Secretary, as well as to all the permanent officers, clerks and messengers of the National Assembly's to the Clerk of the".
- 70.** Section 9 of the said act is amended by replacing the word "Legislature" in the second line by the words "National Assembly".

S.R., c.
14, s. 10,
mod.

71. L'article 10 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la huitième ligne, les mots « au Conseil législatif, ».

71. Section 10 of the said act is amended by striking out the words "Legislative Council or the" in the sixth and seventh lines.

Id., a. 45,
mod.

72. L'article 45 de ladite loi, modifié par l'article 16 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 15, par l'article 8 de la loi 14-15 Elizabeth II, chapitre 6, par l'article 83 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 17, par l'article 5 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 13, par l'article 39 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 11, par l'article 4 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 18, et par l'article 3 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 12, est de nouveau modifié en remplaçant dans les première, deuxième et troisième lignes du paragraphe 2°, les mots « les greffiers du Conseil législatif et de l'Assemblée législative » par les mots « le secrétaire de l'Assemblée nationale ».

72. Section 45 of the said act, amended by section 16 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 15, by section 8 of the act 14-15 Elizabeth II, chapter 6, by section 83 of the act 17 Elizabeth II, chapter 17, by section 5 of the act 17 Elizabeth II, chapter 13, by section 39 of the act 17 Elizabeth II, chapter 11, by section 4 of the act 17 Elizabeth II, chapter 18, and by section 3 of the act 17 Elizabeth II, chapter 12, is again amended by replacing the words "the clerks of the Legislative Council and of the Legislative" in the first, second and third lines of sub-paragraph 2 by the words "the secretary of the National".

S.R., c.
20, s. 8,
mod.

73. L'article 8 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20) est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, ce qui suit « , le Conseil législatif ».

73. Section 8 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20) is amended by striking out the words "or Legislative" in the second and third lines.

Id., a. 26,
mod.

74. L'article 26 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, ce qui suit « , le Conseil législatif ».

74. Section 26 of the said act is amended by striking out the words " , or in the Legislative Council," in the third line.

Id., a.
183, mod.

75. L'article 183 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la cinquième ligne, ce qui suit « du Conseil législatif, ».

75. Section 183 of the said act is amended by striking out the words "Legislative Council or" in the fifth line.

S.R., c.
26, s. 5,
mod.

76. L'article 5 de la Loi des jurés (Statuts refondus, 1964, chapitre 26) est modifié en remplaçant le paragraphe c par le suivant:

« c) les membres du Conseil exécutif et de l'Assemblée nationale; ».

76. Section 5 of the Jury Act (Revised Statutes, 1964, chapter 26), is amended by replacing sub-paragraph c by the following:

"(c) members of the Executive Council and of the National Assembly;"

S.R., c.
48, s. 10,
mod.

77. L'article 10 de la Loi de la presse (Statuts refondus, 1964, chapitre 48) est modifié en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe a, les mots « du Conseil législatif et ».

77. Section 10 of the Press Act (Revised Statutes, 1964, chapter 48) is amended by striking out the words " , Legislative Council and" in the third line of sub-paragraph a.

S.R., c.
65, s. 2,
mod.

78. L'article 2 de la Loi de la vérification des comptes (Statuts refondus, 1964, chapitre 65) est modifié en retranchant, dans la quatrième ligne, les mots « du Conseil législatif et ».

78. Section 2 of the Provincial Audit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 65) is amended by striking out the words "Legislative Council and" in the fourth line.

S.R., c.
234, a. 3,
mod.

79. L'article 3 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation (Statuts refondus, 1964, chapitre 234) est modifié en remplaçant les première et deuxième lignes par ce qui suit:

« **3.** Les membres de l'Assemblée nationale ainsi que les ».

S.R., c.
290, a.
181, mod.

80. L'article 181 de la Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290) est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « aux trois branches de la Législature de cette province » par les mots « à l'Assemblée nationale du Québec ».

1965, c.
14, a. 1,
mod.

81. L'article 1 de la Loi de la fonction publique (13-14 Elizabeth II, chapitre 14), modifié par l'article 1 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 12, est de nouveau modifié:

a) en retranchant, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, les mots « du Conseil législatif et celui »;

b) en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 3°, les mots « du Conseil législatif et celui ».

Id., a. 2,
mod.

82. L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 94 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 17, est de nouveau modifié en retranchant, dans la deuxième ligne du paragraphe 3°, les mots « ou de l'une des Chambres ».

Id., a. 7,
mod.

83. L'article 7 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots « du Conseil législatif et ».

1965, c.
23, a. 8,
mod.

84. L'article 8 de la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec (13-14 Elizabeth II, chapitre 23) est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

« Il ne peut être destitué que sur une adresse de l'Assemblée nationale. »

Id., a. 35,
mod.

85. L'article 35 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots « conseiller législatif ou ».

79. Section 3 of the Superior Council of Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 234) is amended by replacing the first two lines by the following:

“**3.** Members of the National Assembly as well as”.

80. Section 181 of the Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290) is amended by replacing the words “three branches thereof” in the fifth and sixth lines by the words “National Assembly of Québec”.

81. Section 1 of the Civil Service Act (13-14 Elizabeth II, chapter 14), amended by section 1 of the act 17 Elizabeth II, chapter 12, is again amended:

(a) by striking out the words “also the Speaker of the Legislative Council” in the third line of sub-paragraph 2;

(b) by replacing the words “Clerks of the Legislative Council and” in the third and fourth lines of sub-paragraph 3 by the word “Secretary”.

82. Section 2 of the said act, amended by section 94 of the act 17 Elizabeth II, chapter 17, is again amended by striking out the words “or of one of the Houses” in the second line of sub-paragraph 3.

83. Section 7 of the said act is amended by striking out the words “Legislative Council and of the” in the third line.

84. Section 8 of the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund (13-14 Elizabeth II, chapter 23) is amended by replacing the second paragraph by the following:

“He shall not be removed except upon an address of the National Assembly.”

85. Section 35 of the said act is amended by striking out the words “of the Legislative Council or” in the third line.

1965, c.
23, a. 36,
mod.

86. L'article 36 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots « , un conseiller législatif ».

86. Section 36 of the said act is amended by striking out the words "of the Legislative Council or" in the fifth line.

1965, c.
24, a. 14,
mod.

87. L'article 14 du Régime de rentes du Québec (13-14 Elizabeth II, chapitre 24) est modifié en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:

87. Section 14 of the Québec Pension Plan (13-14 Elizabeth II, chapter 24) is amended by replacing the fourth paragraph by the following:

Destitu-
tion du
président.

« Le président ne peut être destitué que sur une adresse de l'Assemblée nationale. »

"The President shall not be removed except upon an address of the National Assembly."

Removal
of presi-
dent.

1966/67,
c. 56, a.
25, mod.

88. L'article 25 de la Loi de l'Office du crédit industriel du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 56) est modifié en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « conseiller législatif ou ».

88. Section 25 of the Québec Industrial Credit Bureau Act (15-16 Elizabeth II, chapter 56) is amended by striking out the words "Legislative Council or of the" in the fourth line.

1966/67,
c. 56, s.
25, am.

Id., a. 26,
mod.

89. L'article 26 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la cinquième ligne, les mots « , un conseiller législatif ».

89. Section 26 of the said act is amended by striking out the words "of the Legislative Council or" in the fourth and fifth lines.

Id., s. 26,
am.

Interpré-
tation.

90. Dans toute loi, proclamation, commission, résolution ou adresse, dans tout arrêté en conseil, règlement, contrat, ainsi que dans tout autre document, tout mot ou expression employé pour désigner la Législature de Québec, désigne la Législature du Québec; de même, tout mot et toute expression employé pour désigner l'Assemblée législative de Québec, l'orateur de l'Assemblée législative de Québec, l'orateur suppléant ou le greffier, désignent respectivement l'Assemblée nationale du Québec, le président de cette Assemblée, son vice-président ou son secrétaire.

90. In any act, proclamation, commission, resolution, address, order in council, regulation, contract or other document, any word or expression used to designate the Legislature of the Province of Québec means the Legislature of Québec; similarly any word or expression used to designate the Legislative Assembly of Québec, the Speaker of the Legislative Assembly of Québec, the Deputy Speaker or the clerk, means respectively the National Assembly of Québec, the President of such Assembly, the Vice-President or the Secretary thereof.

Interpre-
tation.

Pouvoir
de donner
avis, etc.

91. Chaque fois qu'il est prescrit ou permis que le Conseil législatif donne son avis ou son consentement, ou qu'un rapport, un message ou toute autre chose lui soit transmis ou soumis, il suffit que cet avis ou ce consentement soit donné par l'Assemblée nationale du Québec et que ce rapport, ce message ou cette chose lui soit transmis ou soumis.

91. Whenever it is prescribed or permitted that the Legislative Council give its advice or consent or that a report, message or any other thing be transmitted or submitted to it, it shall be sufficient for such advice or consent to be given by the National Assembly of Québec and for such report, message or thing to be transmitted or submitted to it.

Power to
give
advice,
etc.

Fonctions,
etc., de
greffier de
la Légis-
lature.

92. Les fonctions et pouvoirs exercés par le greffier du Conseil législatif agissant comme greffier de la Législature sont exercés par le secrétaire de l'Assemblée nationale.

92. The duties and powers exercised by the Clerk of the Legislative Council acting as Clerk of the Legislature shall be exercised by the Secretary of the National Assembly.

Duties,
etc., of
Clerk of
the Legis-
lature.

Trans-
mission
des
statuts,
etc.

Le greffier du Conseil législatif doit, le plus tôt possible après l'entrée en vigueur de la présente loi, transmettre les statuts, archives, registres, journaux, et autres documents dont il a la garde au secrétaire de l'Assemblée nationale qui en devient alors gardien.

The Clerk of the Legislative Council shall, as soon as possible after the coming into force of this act, transmit the statutes, records, registers, journals and other documents of which he has custody to the Secretary of the National Assembly who shall then become the custodian thereof.

Transmis-
sion of
statutes,
etc.

Fonction-
naires,
etc., du
Conseil
législatif.

93. Les fonctionnaires et employés du Conseil législatif deviennent, sans autre formalité, des fonctionnaires et employés de l'Assemblée nationale du Québec.

93. The officers and employees of the Legislative Council shall become, without further formality, officers and employees of the National Assembly of Québec.

Officers,
etc., of
Legisla-
tive
Council.

Pension
des
conseillers
législatifs.

94. Il est accordé à tout conseiller législatif en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour tenir lieu de tout bénéfice pouvant lui résulter de la Loi de la Législature, une pension annuelle et viagère de \$10,000; s'il s'agit d'un conseiller législatif occupant ou ayant déjà occupé le poste d'orateur du Conseil législatif ou le poste reconnu de leader du gouvernement ou de leader de l'opposition au Conseil législatif, le montant de cette pension est de \$12,000.

94. There shall be granted to each legislative councillor in office at the time of the coming into force of this act, instead of any benefit to which he might be entitled under the Legislature Act, an annual life pension of \$10,000; in the case of a legislative councillor who occupies or has occupied the position of Speaker of the Legislative Council or the recognized position of Leader of the Government or of Leader of the Opposition in the Legislative Council, the amount of such pension shall be \$12,000.

Pension to
legislative
coun-
cillors.

Veuves.

Au cas de décès il est accordé à leur veuve, durant viduité, la moitié de la pension que recevait son mari.

In the case of death, there shall be granted to the widow of any such councillor, during her widowhood, one-half of the pension which her husband would have received.

Widow's
pension.

Incessibi-
lité, etc.

Ces pensions sont payables mensuellement; elles sont incessibles et insaisissables. Les deniers requis pour le paiement de ces pensions sont pris à même le fonds consolidé du revenu.

Such pensions shall be payable monthly; they shall be unassignable and unseizable. The sums required for the payment of such pensions shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Pension
unassign-
able, etc.

Pensions
existantes,
etc., rem-
placées.

Les prestations prévues au présent article tiennent lieu des pensions auxquelles les conseillers peuvent avoir droit en conformité de dispositions de la Loi de la Législature modifiées ou abrogées par la présente loi et de toute indemnité pour renonciation à leur nomination à vie ou, selon le cas, jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans et aux droits acquis leur découlant de telle nomination.

The payments provided for in this section shall take the place of the pensions to which the councillors may be entitled in conformity with provisions of the Legislature Act amended or repealed by this act and of any indemnity for renouncing their appointment for life or until attaining the age of seventy-five years, as the case may be, and their rights resulting from such appointment.

Existing
pensions,
etc., re-
placed.

Entrée en
vigueur.

95. La présente loi entrera en vigueur le 31 décembre 1968 ou à toute autre date antérieure qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

95. This act shall come into force on the 31st of December 1968 or on such earlier date as may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming
into force.